


Les Fidji président le comité ministériel de l'ACP

Geplaatst op maandag 29 oktober 2012 | 



26 octobre 2012 : La CSI proteste contre la décision d'accorder aux îles Fidji la présidence du comité ministériel commercial de l'ACP de cette semaine. Pour l'organisation internationale, cette décision véhicule un mauvais message et accorde une légitimité non méritée à un régime militaire qui attire de plus en plus l'attention en raison de son attitude répréhensible.

La CSI a déjà eu l'occasion de rencontrer Mohamad Ubn Chambas, secrétaire général du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), en mars de cette année pour lui faire part de ses préoccupations à propos de graves infractions des droits des travailleurs aux Fidji. Selon les informations recueillies par la CSI, le procureur général, Aiyaz-Khaiyum, qui préside la réunion de ce jour, est à l'origine de la rédaction et de la promulgation de plusieurs nouveaux décrets répressifs liés au monde du travail. Ces décrets ont fait l'objet de vives critiques de la part des instances de contrôle de l'OIT, notamment la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, et le Comité de la liberté syndicale. De la même manière, la 15e réunion de l'Asie/Pacifique et des pays arabes de l'OIT, organisée à Kyoto, a adopté une résolution tripartite condamnant l'action du gouvernement fidjien.

Le BIT a envoyé une mission aux Îles Fidji pour vérifier les plaintes, mais les autorités lui ont présenté un nouveau cadre de référence inacceptable alors qu'un accord préalable avait été conclu à ce propos. Le BIT a protesté et la mission a été obligée de quitter le pays. « Même si le régime tente de cacher la vérité, les preuves d'une répression constante de la main-d'œuvre sont évidentes. La communauté internationale ne peut accepter l'absence de sanctions à l'encontre de cette attitude inacceptable », a expliqué Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.

« Vous faites honneur à ce régime en l'autorisant à présider cette réunion et nous trouvons cela tout bonnement honteux », s'est indigné Jaap Wienen, secrétaire général adjoint de la Confédération syndicale internationale, auprès d'un responsable de l'ACP qui était venu s'adresser à un groupe de manifestants réunis mardi devant son bureau à Bruxelles.

Pour la CSI, il est plutôt étrange que les Fidji participent à une réunion sur le commerce alors que ses propres relations commerciales avec les États-Unis et l'Union européenne sont remises en cause en raison d'infractions aux droits humains et syndicaux. « Il ne fait aucun doute que l'ACP perdra sa crédibilité en tant qu'institution si elle autorise un membre dictateur à présider ses réunions », a ajouté Sharan Burrow.